



BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE
EUROSYSTEME

Communiqué de presse

7 juin 2023

Enquête sur l'accès des entreprises au financement: fort durcissement des conditions de financement perçues dans un contexte de poursuite de la hausse du chiffre d'affaires

- Les entreprises de la zone euro ont signalé une poursuite de l'augmentation de leur chiffre d'affaires, tandis que les coûts plus élevés de la main-d'œuvre, de production et des intérêts ont pesé sur leur rentabilité. Elles s'attendent à voir le chiffre d'affaires continuer à augmenter au cours des six prochains mois.
- La pénurie de main-d'œuvre qualifiée et la hausse des coûts des intrants ont été largement indiquées comme constituant les principales préoccupations.
- Au cours de l'année prochaine, les entreprises prévoient que leurs prix de vente et leurs coûts salariaux augmenteront en moyenne de 6,1 % et 5,4 %, respectivement.
- Un indicateur complet de la perception des conditions de financement par les entreprises montre une détérioration continue (47 %), la plus élevée depuis le début de l'enquête en 2009.
- Le pourcentage net d'entreprises faisant état d'un durcissement des modalités et conditions tarifaires d'octroi des prêts bancaires a atteint un point haut historique.

Lors de la dernière campagne d'enquête semestrielle sur l'accès des entreprises au financement (SAFE) dans la zone euro pour la période d'octobre 2022 à mars 2023, les entreprises ont indiqué que l'amélioration de l'activité se poursuivait, les grandes entreprises faisant plus fréquemment état de hausses du [chiffre d'affaires](#) que les petites et moyennes entreprises (PME) (graphique 1).

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Francfort-sur-le-Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source

Traduction : Banque de France

Un pourcentage net ¹ de 16 % des PME ont indiqué une détérioration de leurs bénéfices, tandis que les grandes entreprises n'ont signalé aucun changement dans leurs bénéfices dans l'ensemble. La baisse de la rentabilité reflète une augmentation du coût de la main-d'œuvre, le pourcentage net d'entreprises signalant une hausse des coûts de la main-d'œuvre (77 %) atteignant un nouveau point haut historique dans l'enquête. Le pourcentage net d'entreprises indiquant une hausse des coûts des matériaux et de l'énergie (89 %) reste élevé, bien qu'il soit légèrement inférieur au chiffre indiqué lors de la précédente campagne. Cela reflète une atténuation des goulets d'étranglement du côté de l'offre, ainsi qu'une baisse des prix de l'énergie. La hausse des charges d'intérêt a également eu un impact négatif sur la rentabilité, le pourcentage net s'établissant à son niveau le plus élevé depuis le lancement de l'enquête. Les augmentations des coûts de main-d'œuvre et des charges d'intérêt ont été déclarées plus largement par les grandes entreprises que par les PME, tandis que le pourcentage net d'entreprises indiquant une augmentation des autres coûts était similaire pour toutes les tailles d'entreprises.

La dernière campagne d'enquête fournit des informations quantitatives sur les anticipations des entreprises de la zone euro relatives à leurs prix de vente et aux salaires au cours des douze prochains mois. Les entreprises ont déclaré en moyenne qu'elles s'attendaient à ce que leurs prix de vente augmentent de 6,1 % et les salaires de leurs employés de 5,4 % au cours des 12 prochains mois (graphique 2) ². Les coûts du travail et des autres intrants, les anticipations d'inflation et les conditions de la demande ont été indiqués comme étant les facteurs les plus importants dans le comportement des entreprises en matière de fixation des prix au cours de l'année suivante.

Les réponses des entreprises relatives aux besoins et à la disponibilité de financements externes continuent de refléter le resserrement de la politique monétaire. Par rapport à la précédente campagne d'enquête, les entreprises de la zone euro ont été moins nombreuses à faire état d'une augmentation nette de la demande de financement externe pour l'ensemble des instruments, tandis que la disponibilité s'est légèrement détériorée. En conséquence, 6 % des entreprises, en termes nets, ont fait état d'une augmentation de l'écart de financement (après 9 % lors de la dernière campagne d'enquête). La faible hausse de l'écart de financement s'explique principalement par un pourcentage net moins élevé de grandes entreprises indiquant un écart de financement plus important au cours de cette campagne d'enquête (6 % en termes nets, après 11 % au cours de la campagne précédente, graphique 3).

¹ Les pourcentages nets sont définis comme la différence entre le pourcentage d'entreprises déclarant une augmentation et le pourcentage de celles faisant état d'une diminution.

² Les anticipations des entreprises relatives à leurs prix de vente futurs indiquées dans cette enquête ne peuvent être directement comparées aux mesures couramment utilisées des anticipations de hausse des prix à la consommation. Les réponses des entreprises reflètent les prix à la production plutôt qu'un panier de consommation comme dans le cas de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH).

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Francfort-sur-le-Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source.

Traduction : Banque de France

En outre, les entreprises de la zone euro ont fait état d'un durcissement des conditions de financement. En particulier, 87 % d'entre elles ont cité des taux d'intérêt plus élevés (après 71 % au cours de la campagne précédente), ce qui reflète la transmission du resserrement de la politique monétaire au coût de l'emprunt pour les sociétés. Un indicateur complet de la façon dont les entreprises perçoivent les conditions de financement montre une poursuite de la détérioration (47 %), la plus élevée depuis le lancement de l'enquête en 2009.

Malgré le durcissement des conditions de financement, le pourcentage net d'entreprises faisant état d'obstacles à l'obtention d'un prêt bancaire est demeuré globalement inchangé à 7 %, avec des pourcentages nets de 5 % pour les grandes entreprises et de 9 % pour les PME.

Pour l'avenir, les entreprises de la zone euro s'attendent à une nouvelle détérioration de la disponibilité des prêts bancaires et des lignes de crédit au cours des six prochains mois, mais elles prévoient une amélioration de la disponibilité des ressources internes en termes nets.

Le rapport publié ce jour présente les principaux résultats de la 28^e campagne de l'enquête SAFE dans la zone euro, réalisée entre le 6 mars et le 14 avril 2023, portant sur la période comprise entre octobre 2022 et mars 2023. L'échantillon recouvrait 10 983 entreprises, dont 10 085 (92 %) sont des PME (entreprises comptant moins de 250 salariés).

Pour toute demande d'information, les médias peuvent s'adresser à Silvia Margiocco, silvia.margiocco@ecb.europa.eu au : +49 69 1344 6619).

Notes :

- Le [rapport](#) sur cette campagne d'enquête, ainsi que le [questionnaire](#) et les [informations méthodologiques, est disponible sur le site internet de la BCE.](#)
- Des séries de données détaillées pour chaque pays de la zone euro et les résultats agrégés pour la zone sont disponibles dans le [Statistical Data Warehouse](#) (Entrepôt de données statistiques).

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Francfort-sur-le-Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.ecb.europa.eu

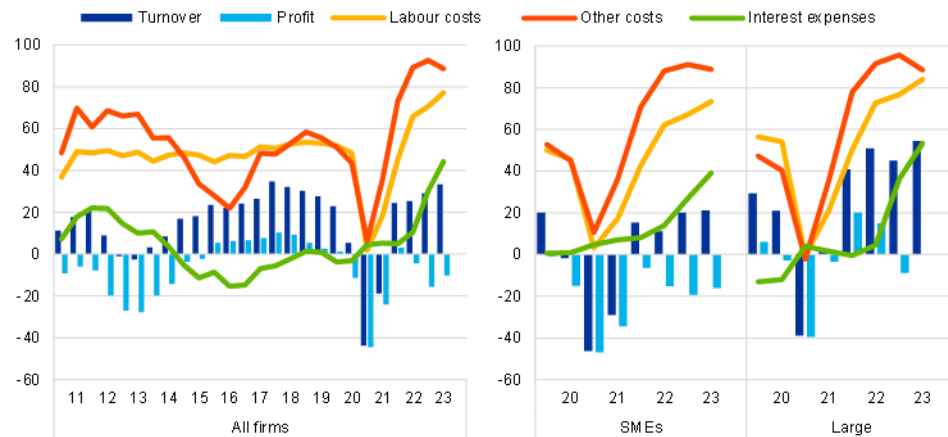
Reproduction autorisée en citant la source.

Traduction : Banque de France

Graphique 1

Variations des revenus des entreprises de la zone euro

(pourcentages nets de participants)

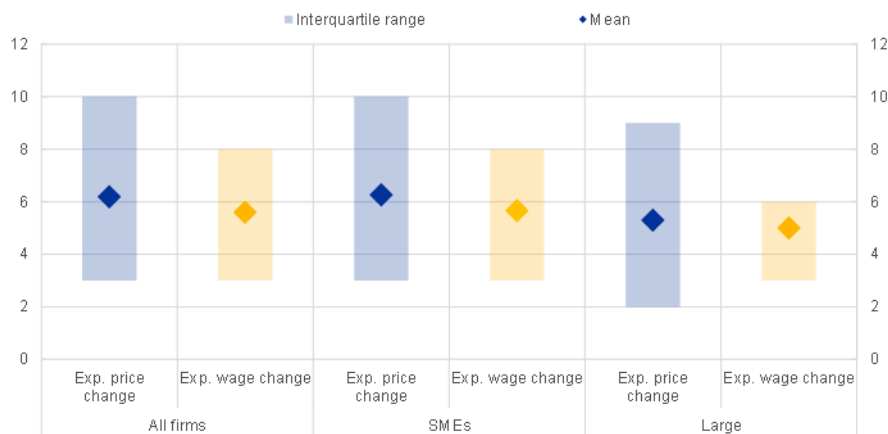


Base : Toutes les entreprises. Les chiffres se rapportent aux campagnes 3 à 28 de l'enquête (mars 2010-septembre 2010 à octobre 2022-mars 2023) pour toutes les entreprises et aux campagnes 21 à 28 (avril 2019-septembre 2019 à octobre 2022-mars 2023) pour les PME et grandes entreprises.
Notes : Les pourcentages nets correspondent à la différence entre le pourcentage des entreprises déclarant qu'un facteur donné a augmenté et le pourcentage de celles faisant état d'une diminution. Les données figurant dans le graphique se rapportent à la question 2 de l'enquête.

Graphique 2

Évolution moyenne attendue des prix et des salaires

(pourcentages pondérés)



Base : Toutes les entreprises. Les chiffres se rapportent à la campagne 28 de l'enquête (octobre 2022-mars 2023).
Notes : Moyenne des anticipations des entreprises de la zone euro relatives aux prix de vente et aux salaires des employés actuels pour les 12 prochains mois, ainsi que les intervalles interquartiles, à partir de pondérations tirées de l'enquête. Les statistiques sont calculées après avoir tronqué les données aux 1^{er} et 99^e percentiles spécifiques à chaque pays.

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Francfort-sur-le-Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.ecb.europa.eu

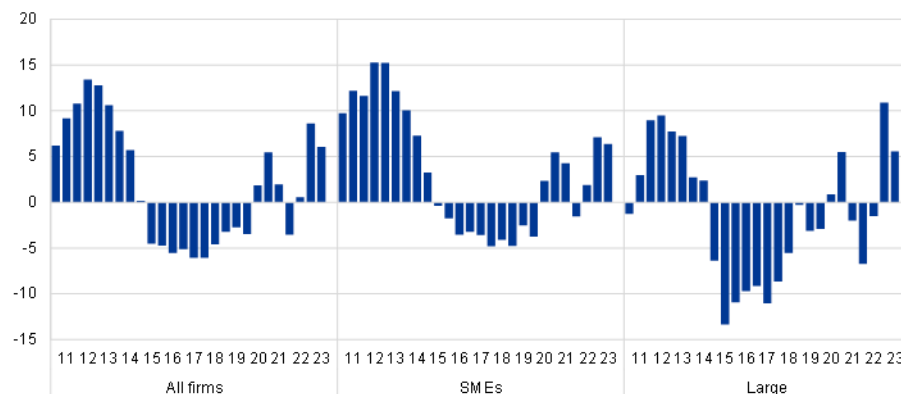
Reproduction autorisée en citant la source.

Traduction : Banque de France

Graphique 3

Variations des écarts de financement externe déclarés par les entreprises de la zone euro

(soldes nets pondérés)



Base : Entreprises pour lesquelles l'instrument en question est pertinent (c'est-à-dire qu'elles l'ont utilisé ou envisagent de l'utiliser). Les participants qui répondent « non applicable » ou « ne sait pas » sont exclus. Les chiffres se rapportent aux campagnes 3 à 28 de l'enquête (mars 2010-septembre 2010 à octobre 2022-mars 2023).

Notes : L'indicateur de l'écart de financement combine les besoins de financement et la disponibilité des prêts bancaires, des lignes de crédit, des crédits commerciaux et des émissions d'actions et de titres de créance au niveau des entreprises. Pour chacun des cinq instruments de financement, l'indicateur de l'évolution perçue de l'écart de financement prend une valeur égale à 1 (-1) si le besoin augmente (diminue) tandis que la disponibilité diminue (augmente). Si les entreprises ne perçoivent qu'une hausse (baisse) unilatérale de l'écart de financement, on assigne à la variable une valeur de 0,5 (-0,5). L'indicateur composite est une moyenne pondérée des écarts de financement pour les cinq instruments. Une valeur positive de l'indicateur signale une hausse de l'écart de financement. Les valeurs sont multipliées par 100 pour obtenir les soldes nets en pourcentages.

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Francfort-sur-le-Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source.

Traduction : Banque de France